

INSCRIPTION AU VISA DE L'ARTICLE 98 du décret n°91-1197 du 27 nov. 1991

Documents à fournir

Phase 1 : Admissibilité à l'examen de déontologie

▶ **Diplômes du Master 2 obtenu avant vos 8 années d'expérience** (▲ : Relevés de notes non acceptés)

▶ **CV détaillé**

▶ **Déclaration sur l'honneur ci-jointe** (dûment remplie et signée)

▶ **Justificatifs de votre activité professionnelle** correspondant à l'alinéa venant à l'appui de votre demande :

- Fiches de paye des seuls mois de janvier et décembre pour au moins 5 ans *pour les alinéas 1° et 2°* et au moins 8 ans *pour les alinéas allant de 3° à 7°*,
- Contrat de travail, décret de nomination,
- Certificat de travail et fiches de paye de début et fin de chaque contrat,
- 2 attestations de moralité établies sur papier à en-tête par des personnalités du monde juridique ou judiciaire et comportant des indications quant à la moralité du candidat, sa compétence et son aptitude à exercer la profession.

▶ **Carte nationale d'identité ou passeport** en cours de validité (recto / verso)

▶ **Acte de naissance pour les ressortissants étrangers**

▶ **Titre de séjour en cours de validité pour les non ressortissant d'un pays membre de l'UE**

▶ **Extrait du Casier Judiciaire Français (B3)** daté de moins de 3 mois, l'exemplaire dématérialisé suffit / Demande en ligne sur : <https://casier-judiciaire.justice.gouv.fr/pages/accueil.xhtml>

▶ **Extrait du Casier Judiciaire de votre pays de naissance et/ou de votre double nationalité, daté de moins de 6 mois, le cas échéant**

Phase 2 : Elle s'ouvre une fois votre examen réussi.

Contactez le service de l'exercice professionnel (exerciceprofessionnel@barreau92.com) pour transmettre :

▶ **Votre attestation de réussite à l'examen de l'article 98-1 précité**

► **Un justificatif de la cessation de votre activité professionnelle** (ex. certificat de travail de votre dernier employeur, décision démission ou de mise en disponibilité de la fonction publique)

► **Justificatifs de vos conditions d'exercice** (selon votre cas) :

- **Contrat de collaboration** (libérale ou salariée) Il doit obligatoirement mentionner que « le contrat prendra effet à compter de la date de prestation » sans indiquer de date précise
- **Contrat d'exercice en qualité d'associé** ou procès-verbal d'intégration et acte de cession de parts ou d'actions
- **Justificatif des locaux pour l'exercice en individuel** : contrat de bail mentionnant « qu'il prendra sous réserve de l'accord du Conseil de l'Ordre » | contrat de sous location accompagné du bail principal | convention de domiciliation | titre de propriété accompagné du règlement de copropriété etc.
- **Création de votre structure d'exercice** : statuts, pv de nomination du dirigeant, justificatif des locaux, récépissé de dépôt au GTC (des frais complémentaires pour l'inscription de votre structure d'un montant de 500€ vous seront alors demandés au terme de votre demande).

► **Extrait de casier judiciaire (B3)** de moins de 3 mois (demande en ligne sur : <https://www.etat-civil.eu/extrait-de-casier-judiciaire/>) (l'exemplaire dématérialisé suffit)

► **La déclaration sur l'honneur** transmise par le Service de l'Exercice Professionnel

Tous les documents qui ne sont pas établis en français doivent faire l'objet d'une traduction officielle

Je soussigné(e) _____,

Ai l'honneur de solliciter mon inscription au tableau du barreau des Hauts-de-Seine au visa de l'article 98 alinéa _____ du décret n°91-1197 du 27 nov. 1991.

Conformément aux règles déontologiques de la profession d'avocat, je déclare par la présente que :

je ne suis ni interdit bancaire, ni mis en examen (à défaut, j'en informe le barreau en joignant aux présentes un courrier exposant ma situation).

je n'ai pas fait l'objet d'un jugement de condamnation, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, ni d'une décision de déchéance, aussi bien en France qu'à l'étranger (à défaut, j'en informe le barreau en joignant aux présentes une copie de la décision rendue).

Par ailleurs, je m'engage :

- à n'occuper aucune fonction incompatible avec la profession d'avocat en France et à l'étranger, à compter de ma prestation de serment,
- à prévenir immédiatement l'Ordre des Avocats des Hauts-de-Seine si, avant mon inscription, l'un des évènements ci-dessus énumérés venait à se produire en France ou à l'étranger,
- à respecter les règles déontologiques de la profession d'Avocat,
- à régler les cotisations ordinaires et cotisations CNB. En cas de non-règlement, je prends note qu'une procédure d'omission administrative pourrait être prononcée à mon encontre,
- à prévenir immédiatement le Service de L'exercice Professionnel de toutes modifications de mes conditions d'exercice et à effectuer les démarches qui m'incombent.
- à ouvrir un compte bancaire professionnel distinct de mon compte personnel et selon sa nécessité un compte CARPA (excepté pour les collaborateurs salariés)

Je déclare en outre sur l'honneur que les informations figurant dans le présent formulaire et exposées ci-dessous sont complètes et exactes :

1 - Avez-vous ou avez-vous eu, en France ou à l'étranger, un mandat social (administrateur, gérant de société ...) ou public (conseiller municipal, parlementaire ...) ? *

Oui Non

Si oui fournir : Mandat social (administrateur, gérant de société...) ou public (conseiller municipal, parlementaire...) détaillé sur feuille simple + copie du journal officiel (si mandat public) ou statuts, dernier bilan et extrait kbis (si mandat social)

2 - Avez-vous été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale (même si cette condamnation n'apparaît pas au B3) pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ? *

Oui Non

Si oui fournir : Condamnation pénale détaillée sur une feuille simple + copie de la décision

3 -Faites-vous l'objet de poursuites pénales en cours ? *

Oui Non

Si oui fournir : Poursuite pénale en cours détaillée sur une feuille simple + copie de la décision et éventuellement du certificat de non-appel

4 - Dans l'hypothèse d'une mise en examen assortie d'une mesure de contrôle judiciaire, veuillez indiquer les obligations dudit contrôle judiciaire.

5 - Avez-vous été l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ? *

Oui Non

Si oui fournir : Faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

6 - Avez-vous été déclaré coupable d'un délit ou d'un crime par une juridiction française ou étrangère ? *

Oui Non

Si oui fournir : Délit ou crime dont vous avez été déclaré coupable à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

7 - Faites-vous l'objet d'une procédure tendant à engager votre responsabilité civile professionnelle ou avez-vous fait l'objet d'une condamnation mettant en cause votre responsabilité professionnelle ? *

Oui Non

Si oui fournir : Procédure tendant à engager votre responsabilité civile professionnelle ou condamnation mettant en cause votre responsabilité professionnelle à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

8 - Avez-vous été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ou, dans le régime antérieur de cette loi, en application du titre II de la loi n°67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ? *

Oui Non

Si oui fournir : Faillite personnelle ou autre sanction à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

9 - Avez-vous conclu un règlement amiable ou une transaction avec les créanciers ? *

Oui Non

Si oui fournir : Règlement amiable ou transaction avec les créanciers à détailler sur une feuille simple

10 - Avez-vous été déclaré en cessation de paiement, ou faites-vous actuellement l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ? *

Oui Non

Si oui fournir : Cessation de paiement, ou procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

11 - Avez-vous conclu un règlement amiable ou une transaction avec les créanciers ? *

Oui Non

Si oui fournir : Règlement amiable ou transaction avec les créanciers à détailler sur une feuille simple

12 - Êtes-vous en irrégularité vis-à-vis de vos obligations déclaratives auprès des administrations fiscales et sociales en France et à l'étranger ? *

Oui Non

Si oui fournir : Irrégularité vis-à-vis de vos obligations déclaratives à détailler sur une feuille simple

13 - Avez-vous précédemment sollicité votre inscription auprès du Barreau de Paris ou d'un autre barreau qui aurait alors fait l'objet d'un rejet ? *

Oui Non

Si oui fournir : Inscription demandée auprès du Barreau de Paris ou d'un autre Barreau à détailler sur une feuille simple en précisant la date et le barreau concerné et copie de la décision rendue

Je prends acte que cette déclaration sur l'honneur, pour les besoins de l'instruction de ma demande, pourra faire l'objet de vérifications complémentaires par les autorités compétentes et notamment par la Cour d'Appel de Versailles et que toute déclaration mensongère ou information dissimulée sera alors sanctionnée.

Fait à _____

Le

Signature